

L'Islam et l'Occident.

PAR GHASSAN SALAME,
professeur
à l'Institut d'études
politiques de Paris

A présent que la guerre froide est finie, de nombreux stratèges occidentaux ont identifié un nouvel ennemi de l'Occident : l'Islam.

Mais ces stratèges n'ont de l'Islam qu'une connaissance minimale. Quel est le défi ? Quelle est sa puissance ? Les politiques occidentales vont-elles dans le bon sens ? De la réponse à ces questions dépendra largement le calendrier international de la fin de la décennie.

Le programme politique des islamistes, souvent appelés à tort « fondamentalistes islamiques », se propose de restaurer un ordre ancien fortement idéalisé. Il est en partie inspiré par un rejet du système mondial actuel, dans lequel ils considèrent que la position du monde musulman est injustement marginale compte tenu du glorieux passé de l'Islam. Leur principale critique à l'égard des pouvoirs nationalistes qui ont dirigé les pays musulmans depuis l'indépendance est que le nationalisme, bien que conçu pour mettre fin à la domination politique et militaire de l'Occident, n'a pas osé contester les concepts et les modes de gouvernement occidentaux, et rétablir la tradition islamique (*al-turath*). Les islamistes aimeraient qu'on voit en eux la véritable force anti-impérialiste, capable de franchir un pas de plus et de résister non seulement à l'hégémonie politique de l'Occident, mais aussi à ses théories scandaleuses telles que le libéralisme, le socialisme et le laïcisme.

Les gouvernements du monde musulman opposés au programme islamiste se heurtent à trois difficultés. D'abord, parce qu'ils remettent rarement en question la vision occidentale du monde, ils n'ont pas su proposer des facteurs de légitimation autres qu'une obsession de l'indépendance politique et de l'authenticité culturelle. En second lieu, ces régimes ont été incapables d'atteindre les objectifs qu'ils s'étaient fixés : la « libération de la Palestine », la réunification panarabe ou panislamique, la participation politique et la prospérité économique et sociale. Enfin, ils comptent de plus en plus sur le soutien de l'étranger pour rester au pouvoir et repousser leur opposition intérieure ou les agressions de leurs voisins. Cette dépendance à l'égard de l'Occident a été démon-

trée de la manière la plus spectaculaire lors de la campagne conduite par les Américains pour reprendre le Koweït aux Irakiens.

Elle a été confirmée par le soulagement trop manifeste de l'Occident devant l'interruption par les militaires du processus électoral en Algérie, qui menaçait de porter au pouvoir des forces pro-islamistes.

Dès lors, la plupart des régimes actuels souffrent de faiblesses intrinsèques face au nouveau défi islamiste. Les islamistes gagnent le soutien populaire en promettant de réaliser le programme que les régimes nationalistes ont mis sur pied, mais ont été incapables de réaliser — à cause de leur corruption généralisée, du gaspillage des revenus pétroliers, de leur dépendance à l'égard de l'Occident, de leur soumission plus récente aux exigences du Fonds monétaire international ou de leur manque d'intérêt pour la tradition.

Les islamistes adoptent le programme des nationalistes, le traduisent en termes religieux et se promettent de le réaliser lorsqu'ils prendront le pouvoir. Ils incarnent ainsi un mélange ambigu d'une continuité politique et d'un changement radical d'identité de l'élite.

Le leader islamiste algérien Abbassi Madani, lui-même ancien militant du FLN, qui a dirigé le pays depuis l'indépendance, souligne que le programme du FIS, le Front islamique du salut, est un retour aux « véritables » principes de base du FLN au cours de la guerre de libération d'il y a trente ans. Un penseur libanais, Munah al-Solh, observait, il y a vingt ans, que les élites arabes étaient fondamentalement nationalistes, alors que les masses arabes sont religieuses. La formule est peut-être simpliste, mais elle n'est pas fautive. Le réveil islamique est, en un sens, un ralliement de l'élite à la préférence populaire.

Sous prétexte que « le FIS est le fils du FLN », selon la formule du sociologue algérien Mohammed Harbi, ce serait une grave erreur de croire que les groupes islamistes actuels sont issus des secteurs traditionnels des sociétés musulmanes qui étaient opposés aux politiques de modernisation d'après l'indépendance. Des études sociologiques réali-

sées, par exemple, en Algérie, en Egypte et au Liban indiquent que les activistes islamiques viennent plutôt des campus universitaires que de chez les illettrés. Particulièrement frappante, la force des islamistes dans les facultés des sciences, comparées aux facultés des lettres ou de droit. Les étudiants scientifiques considèrent que leur rejet d'une modernité à l'occidentale découle d'une prise

de conscience de l'impasse où cette modernité peut les conduire. Ils sont aussi très critiques des cadres religieux traditionnels, qu'ils jugent trop passifs ou trop soumis au gouvernement. Et qui, d'ailleurs, leur réservent un accueil plutôt tiède.

Les islamistes actuels représentent la troisième génération de militants inspirés par la religion. La première était celle des militants et des combattants de l'indépendance : le FLN algérien était aussi islamique que nationaliste dans sa lutte contre le nationalisme français. La deuxième était celle des militants opposés aux gouvernements de l'indépendance, qui furent tués, emprisonnés ou exilés par leurs anciens camarades.

Cette troisième génération, également opposée aux gouvernements actuels, est composée de cadres instruits qui ont reçu une éducation à l'occidentale, mais qui ont eu du mal à trouver un emploi. Ils pensent que l'islamisme a aujourd'hui une chance de briser le monopole nationaliste du pouvoir, comme ce fut le cas en Iran et au Soudan, et comme cela faillit l'être en Algérie. D'une manière générale, ils sont plus patients que leur prédécesseurs. Leur stratégie est de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils réalisent progressivement le programme islamiste, plutôt que de tenter de conquérir directement le pouvoir.

Ostracisme

Il ne faut donc pas faire une fixation sur les faits d'armes les plus spectaculaires de l'islamisme comme la révolution iranienne, l'assassinat d'Anouar el-Sadate, le coup d'Etat au Soudan ou les élections algériennes.

Il est tout aussi important de

noter les points que marquent les islamistes presque partout en forçant les gouvernements à adopter des mesures islamistes et à tolérer leur mainmise sur des syndicats professionnels, des campus et certains quartiers des grandes villes. Quel que soit le résultat des efforts déployés par les islamistes pour dominer les gouvernements, la re-islamisation des sociétés est en cours. Ce phénomène inquiète gravement les minorités non musulmanes et les laïcs de l'intelligentsia, pas forcément l'homme de la rue. La plupart des gouvernements semblent incapables de l'arrêter, quand ils ne l'accélèrent pas involontairement par des mesures de répression aveugle.

Le mouvement a pris de l'ampleur lors de désastres naturels comme les tremblements de terre de Tipasa, en Algérie, en 1989 et d'Égypte en 1992, et les inondations tunisiennes de 1990. Les islamistes ont apporté la preuve de leur efficacité en portant secours aux victimes, alors que les gouvernements faisaient simplement la démonstration de la déliquescence de l'autorité de l'État dans le Tiers Monde, avec ou sans défi islamiste. En temps ordinaire, les islamistes apportent toutes sortes d'aides : ils distribuent sur les campus des photocopies de livres coûteux, assurent des soins médicaux gratuits, défendent les squatters dans les banlieues, nettoient les rues, etc. Le tout, face à des gouvernements empêtrés dans des bureaucraties corrompues, des programmes d'austérité et une démographie galopante.

Cette troisième vague de l'islamisme est loin d'être monolithique. Certains étaient du côté de l'Irak pendant la guerre du Golfe ; d'autres soutenaient la coalition. Certains cultivent le comportement modéré et l'appel à l'opinion qui leur paraissent nécessaires pour accéder au pouvoir ; d'autres militent dans de petits groupes clandestins et violents, les *gamaat*.

Que faire ? De nombreux Occidentaux, naturellement, recommandent davantage de démocratie pour remplacer les régimes actuels qui sont non religieux ou peu religieux. Ce conseil, bien sûr, est trop simpliste pour être suivi d'effet. En vérité, l'origine de l'impasse actuelle n'est pas tellement les échecs des régimes au pouvoir que la faiblesse insigne de l'opposition non religieuse. Dans la plupart des pays musulmans, des décennies de répression de tendances nationalistes, libérales et marxistes ont abouti à une société dépolitisée, à un vide politique et intellectuel qui est aujourd'hui comblé pour l'essentiel par les militants islamistes. La révolution de Khomeini en Iran a été grandement facilitée par l'élimination, sous le chah, des groupes républicains, libéraux et communistes. En Algérie, le FLN s'est appuyé sur un système de parti unique monolithique, dans

un désert politique dont il était directement responsable, jusqu'à ce que le FIS le fasse reculer.

La montée des islamistes a également été favorisée par la complaisance des gouvernements. Après des décennies d'ostracisme, les islamistes ont bénéficié de davantage de tolérance que leurs adversaires laïcs, et ont été encouragés à les attaquer, que ce soit en Égypte, au Soudan ou en Jordanie. Devant la marée islamiste, les hommes au pouvoir cherchent maintenant l'appui des forces d'opposition laïques. Mais une suspicion mutuelle et la faiblesse des mouvements laïcs empêchent toute alliance efficace.

Modèle soviétique

Rétrospectivement, il semble que la meilleure chance de la démocratie s'est présentée il y a une dizaine d'années, quand il existait une solution de rechange laïque aux régimes en place.

À l'époque, les islamistes étaient encore marginaux, le discours politique était à prédominance laïque, la plupart des élites avaient été formées en Occident, les gouvernements étaient encore capables d'imposer leur volonté à la société civile, la bombe démographique n'avait pas encore explosé, l'urbanisation était encore maîtrisable et les partis laïcs n'avaient pas encore été discrédités.

Mais les régimes étaient trop autoritaires pour comprendre l'urgence d'un tel changement, à plus forte raison pour le mettre en route ; le modèle soviétique n'était pas encore déconsidéré ; et l'Occident se préoccupait beaucoup moins des droits de l'homme et de la démocratie.

Aujourd'hui, ces régimes se trouvent face à un problème comparable à celui qu'ont connu beaucoup de gouvernements européens immédiatement après la Seconde Guerre mondiale : quelle politique adopter à l'égard de partis communistes drainant 20 % à 30 % de l'électorat, alors que ces partis refusaient le principe fondamental de l'alternance démocratique ? La France et l'Italie ont accepté que les communistes soient représentés au Parlement et dans les conseils municipaux, mais les ont rapidement écartés du gouvernement, ou leur ont fermé la porte, jusqu'au déclin des années quatre-vingt.

Si les gouvernements musulmans actuels adoptaient la même attitude, ils autoriseraient les groupes islamistes à faire inscrire leurs partisans sur les listes électorales et à élire des représentants au Parlement pour

y défendre leurs thèses, ainsi qu'à exercer des pouvoirs municipaux ou régionaux. Ils se donneraient, dès lors, la possibilité de prouver que les islamistes sont incapables de gouverner ou d'imaginer une politique économique et sociale différente de la leur, et à plus forte raison meilleure. Mais ils jugent le pari trop risqué. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé en Algérie après les élections de décembre 1991.

L'Occident, pour sa part, semble aussi embarrassé par le défi islamiste que le sont les dirigeants locaux. Que peut-il faire, à part s'opposer, comme il le fait assez bien, à la violence internationale d'inspiration islamiste ? La défense inconditionnelle de la démocratie irrite les gouvernements locaux et suscite des réserves en Occident même. Aucun gouvernement occidental ne veut se retrouver dans la situation du président Jimmy Carter, qui, au nom de la démocratie, laissa tomber l'Iran entre les mains d'une force obscurantiste. D'autre part, une politique qui punit toute interruption du processus démocratique sauf dans les pays musulmans n'est pas non plus tenable à long terme. Les islamistes mettent incontestablement le doigt sur un point sensible quand ils comparent les sanctions prises par l'Occident contre la junte militaire haïtienne, la dictature militaire birmane ou le président Alberto Fujimori au Pérou avec son soulagement mal dissimulé après l'annulation des élections algériennes.

L'Occident ne peut pas indéfiniment continuer à consoler le leader de l'opposition en Birmanie avec un prix Nobel tout en embrassant les généraux algériens, ou à condamner la dictature de Saddam Hussein et « les maîtres obscurantistes » de l'Iran tout en bénissant les autres dictateurs et monarques absolus du Moyen-Orient.

Hypocrisie

S'ils veulent renoncer à leur hypocrisie et faire preuve d'un peu de réalisme, les gouvernements occidentaux doivent définir quelques principes d'action.

Premièrement, ils doivent chercher à savoir qui sont les groupes islamistes et ce qu'ils font. Ils n'y arriveront jamais s'ils se contentent d'examiner le défi islamiste uniquement sous l'angle d'une menace pour leur sécurité, ou d'analyser les prises de position fréquemment contradictoires des islamistes. Trop souvent les groupes islamistes sont pris en bloc comme une menace pour les intérêts occidentaux. C'est à la fois injuste et trompeur.

C'est ignorer la diversité de ces groupes et supposer implicitement qu'ils sont la seule force antioccidentale de leurs sociétés. Cette manière de faire sous-estime les services sociaux qu'ils rendent et la validité de certaines de leurs revendications. Et l'Occident ne peut s'en remettre

à des gouvernements locaux isolés, en proie à la panique, pour susciter une opposition.

Autoritarisme

Plus généralement, il faut que l'Occident prenne conscience que son modèle d'Etat-nation laïc n'est pas aussi universel qu'il l'imagine, et que d'autres formes d'organisation politique peuvent être valables. Même si le monde a cessé d'être stratégiquement multipolaire, il le reste dans le domaine culturel. Trop souvent, le triomphe de l'Occident dans la guerre froide est interprété, à tort, comme le triomphe des modèles politiques et intellectuels occidentaux.

Il faut aussi réviser quelques « vérités » populaires sur l'Islam. Les références superficielles et obsessionnelles à la religion islamique de certains n'expliquent pas plus l'absence de démocratie dans les sociétés musulmanes que la condition des femmes ou l'absence de prospérité économique. Après tout, l'autoritarisme a été la forme de gouvernement la plus répandue depuis des temps immémoriaux, non seulement dans le monde musulman, mais aussi en Chine, en Russie, en Amérique latine et dans une bonne partie de l'Europe.

Les erreurs économiques et le gaspillage des ressources ne sont pas non plus des exclusivités islamiques ; on trouve tout cela, malheureusement, d'un bout à l'autre du Tiers Monde. On peut même soutenir que le statut de la femme dans la plupart des pays musulmans est meilleur que dans nombre de sociétés asiatiques non musulmanes.

Les attaques occidentales contre l'Islam et l'abus de stéréotypes négatifs sur les musulmans contribuent à confirmer la paranoïa islamiste concernant un complot de l'Occident qui viserait à éliminer l'Islam. Certains « spécialistes » occidentaux font aussi le jeu des islamistes les plus extrémistes en insistant à l'excès sur le caractère unique de la religion islamique. Les islamistes eux-mêmes aimeraient bien que les musulmans croient que l'Islam est un monde trop fermé pour s'adapter à la modernité ou à la démocratie. Il est grand temps de dénoncer cette alliance objective.

Deuxièmement, l'Occident devrait encourager les régimes actuels à associer progressivement les forces islamistes modérées à leur gouvernement. La composante idéologique islamiste ne peut plus être ignorée ; les islamistes devraient participer rapidement au corps législatif des Etats et, plus tard, à l'exécutif. Pour commencer, des accords pré-électorales devraient être négociés entre le gouvernement et les autres forces politiques, y compris les islamistes. Ils devraient garantir que le processus dé-

mocratique, bien que progressif, ne pourrait être remis en cause par aucune des parties. Il ne faut jamais oublier que la plupart des gouvernements et même de nom-

breux groupes d'opposition laïcs n'ont pas montré plus d'empressement pour la démocratie que les islamistes. En outre, les lois électorales devraient exclure le système du tout au vainqueur, qui est totalement inapproprié à des pays où la démocratie est trop fragile pour être soumise à une forme aussi brutale de sélection des dirigeants.

Troisièmement, l'Occident devrait critiquer les violations des droits de l'homme et la fraude électorale partout où elles se produisent. L'Occident souffre sur ce point d'un manque de crédibilité : Saddam Hussein a été condamné à juste titre, mais aucun de ses voisins, dont certains ne sont pas moins dictatoriaux que lui, n'a été surveillé d'aussi près. Le discours occidental sur les droits de l'homme et la démocratie semble toujours conditionné par des considérations stratégiques. Ce souci peut-être légitime — les croisades pour la moralité s'arrêtent là où les intérêts commencent — mais alors les gouvernements occidentaux ne sauraient prétendre à un niveau de moralité plus élevé que les forces antioccidentales. L'Occident fait preuve d'une évidente sélectivité dans le choix de ses ennemis comme dans les résolutions des Nations unies qu'il souhaite voir appliquer. Il ne doit donc pas être étonné que son discours moral fasse sourire dans le Tiers Monde.

Antidotes

Quatrièmement, les Etats occidentaux devraient reconnaître que la démocratie ne se bâtit pas nécessairement sur le système une personne-une voix. Dans les sociétés en développement complexes, certains droits collectifs ethniques ou religieux sont aussi importants que les droits de l'homme ou de l'individu. L'individualisme n'est pas une philosophie universelle ou moralement supérieure ; les valeurs communautaires sont un bouclier aussi valable contre l'autoritarisme ou la règle de l'arbitraire. La protection des minorités doit être, ainsi, un élément de toute politique moyen-orientale. L'Islam, dans l'histoire, a inventé des formules qui permettraient de faire coexister plusieurs corps législatifs à l'intérieur de la même unité politique et dans lesquelles le statut de l'individu était fonction de son appartenance religieuse. Si les musulmans sont gouvernés selon la charia, les non-musulmans doivent avoir le droit de l'être selon leurs lois et leurs coutumes. Revenir à ces formes uniques de pluralité juridique et sociale est plus facile, et peut-être plus urgent, que de créer un pluralisme à l'occidentale. Les islamistes les accepteront plus volontiers qu'une politique pluraliste à l'anglaise.

Cinquièmement, l'Occident doit favoriser une solution du problème arabo-israélien

(1). L'accès des Palestiniens à l'autonomie et la création éventuelle d'un Etat palestinien sont les seules antidotes à la progression de l'extrémisme islamiste parmi les Palestiniens. Un règlement équilibré de ce conflit contribuerait aussi à réduire la pression militaire sur les politiques arabes et à dissiper l'opinion largement répandue selon laquelle l'Occident (chrétien) soutient les Israéliens (juifs) contre les

Arabes palestiniens (en majorité musulmans). Les gouvernements arabes peuvent avoir d'autres soucis en tête que de combattre Israël (tels que répondre au défi lancé par les islamistes à leur propre autorité), mais les masses musulmanes restent passionnées par la question palestinienne, symbole pour elles d'une mainmise étrangère sur une terre à majorité musulmane.

Enfin, l'Occident devra renoncer à ses interventions militaires triées sur le volet. N'importe quel musulman, même ceux qui ne soutiennent pas les islamistes, peut constater que les gouvernements occidentaux sont intervenus là où les musulmans tuaient ou menaçaient d'autres musulmans (au Koweït, dans les provinces kurdes, en Somalie), alors qu'ils restaient passifs là où des musulmans étaient tués par des non-musulmans (en Bosnie).

En Occident, des décisions d'intervention dépendent de divers intérêts stratégiques, de la faisabilité militaire et des objectifs. Pour des musulmans, c'est au mieux l'application du système deux poids, deux mesures.

Stratégie

Les musulmans ont constaté la montée de l'interventionnisme occidental, et notamment américain, dans le monde musulman depuis dix ans : Syrie (1983), Libye (1986), Iran (1988), Irak (1990-1991) et Somalie (1992-1993). Même si les raisons en étaient différentes dans chaque cas, ils se souviennent qu'avant leurs pays n'avaient pas été l'objet d'intervention militaire directe des Etats-Unis (à l'exception du Liban en 1958). Les Occidentaux ne devraient donc pas s'étonner d'une réapparition de la xénophobie musulmane face à l'interférence occidentale, même pour des raisons humanitaires. Les islamistes risquent de miser sur cette xénophobie pour contester, critiquer et, éventuellement, renverser certains régimes. Les interventions occidentales ne seront admises que si elles s'accompagnent d'un traitement impartial des problèmes de la région, notamment le conflit israélo-palestinien et l'inéquitable répartition de la richesse entre les pays du Moyen-Orient. Sinon, le sentiment d'injustice, les interventions militaires maladroites et l'obsession sécuritaire dans la politique de l'Occident à l'égard du monde musulman risquent d'être le coup de pouce dont les islamistes ont besoin pour prendre le pouvoir. ●

(1) Nous rappelons que ce texte a été écrit avant la signature de l'accord Gaza-Jéricho.